Projet de loi relatif à la souveraineté énergétique de la France

Mesdames, Messieurs,

Une France souveraine est une France qui maîtrise sa production d'énergie. Dans son discours de Belfort du 10 février 2022, le Président de la République fait de la souveraineté énergétique le moteur pour lutter contre le dérèglement climatique, pour assurer un avantage compétitif à notre industrie et pour sécuriser l'approvisionnement énergétique de notre pays. Le défi de libérer notre pays des énergies fossiles importées est immense alors que ces dernières représentent encore deux tiers de notre consommation d'énergie finale.

Le Gouvernement met en œuvre cette stratégie de décarbonation de l'économie et d'indépendance énergétique en s'appuyant sur quatre piliers : la sobriété énergétique, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et la relance historique de notre filière nucléaire. Ces quatre piliers répondent à une seule et même ambition : faire de la France le premier grand pays industriel à sortir de sa dépendance aux énergies fossiles et reprendre en main notre destin énergétique.

Ce projet de loi vise à mettre en œuvre la stratégie française pour l'énergie et le climat, pour répondre à l'urgence écologique et climatique, tout en renforçant la souveraineté énergétique de notre pays.

L'agression de l'Ukraine par la Russie a bouleversé l'ensemble des chaînes d'approvisionnement énergétique et a durablement modifié l'approvisionnement énergétique de l'Europe. En parallèle, la résurgence du protectionnisme entraîne une course entre la Chine, les Etats-Unis et l'Europe pour la maîtrise des technologies et l'approvisionnement en métaux et matières premières indispensables pour la transition énergétique. Maîtriser la production d'énergies décarbonées et abondantes sur notre sol ainsi que les chaînes de valeur industrielles associées sont ainsi des conditions indispensables de notre souveraineté énergétique et politique.

Il s'agit aussi d'une condition indispensable pour poursuivre la réindustrialisation verte au cœur de nos territoires. Souveraineté énergétique et industrie verte vont de pair. La France et l'Europe doivent jouer à armes égales dans cette bataille avec la Chine et les Etats-Unis, alors que la transition énergétique est comparable à la première révolution industrielle. Le règlement européen *Net zero industry Act* européen, le plan REPowerEU et la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte concourent ainsi à ces objectifs.

Notre dépendance aux énergies fossiles a par ailleurs fortement dégradé notre déficit commercial au cours de la dernière décennie (entre 25 et 80 milliards d'euros par an et jusqu'à plus de 100 milliards d'euros en 2022 en pleine crise énergétique). Cette dépendance soumet notre pays à la très forte volatilité des prix des marchés internationaux. Au pic de la crise énergétique, les prix de l'énergie ont atteint des niveaux records sur les marchés. C'est l'intervention forte du Gouvernement avec la mise en place de dispositifs massifs comme les boucliers tarifaires, la baisse de la taxe intérieure de consommation finale sur l'électricité (TICFE) ou l'amortisseur électricité qui a protégé les Français, les entreprises et les collectivités territoriales, qui ont ainsi pu continuer à bénéficier des prix de l'énergie parmi les plus bas d'Europe.

Enfin, notre pays, comme le reste du monde, fait face à une véritable course contre-la-montre dans la lutte contre le changement climatique. Dans le combat écologique, chaque minute perdue renchérit le coût humain, économique, social et financier de la transition. Ainsi, face à l'urgence, nous devons accélérer dans la nécessaire décarbonation de tous les secteurs : les transports, l'agriculture, l'industrie, le bâtiment et l'énergie, sachant que cette dernière est le principal moyen de décarbonation des autres.

Au regard de tous ces défis, nous sommes aujourd'hui face un impératif. Celui de bâtir une stratégie énergétique qui sécurise la production et l'approvisionnement d'énergies décarbonées et abondantes, renforce la

compétitivité de nos entreprises et participe à la réindustrialisation de notre pays, permette de maîtriser les prix de l'énergie pour protéger le pouvoir d'achat des Français et lutte contre le dérèglement climatique grâce à la sortie des énergies fossiles.

Nous devons remettre notre pays sur la bonne trajectoire énergétique. Tel est l'objet du présent projet de loi.

Remettre notre pays sur la bonne trajectoire énergétique, c'est bâtir une stratégie sur le long-terme qui repose sur un mix énergétique décarboné et une consommation d'énergie maîtrisée. Le combat n'est pas d'opposer les énergies renouvelables au nucléaire, mais celui d'opposer toutes les énergies décarbonées aux énergies fossiles. C'est celui de permettre à notre pays d'utiliser tous les leviers d'économies d'énergie et de production d'énergies décarbonées pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

A cet égard, notre pays ne peut se permettre de reproduire les errements passés décrits dans le rapport de la commission d'enquête *visant à établir les raisons de la perte de souveraineté et d'indépendance énergétique de la France* des députés Antoine ARMAND et Raphaël SCHELLENBERGER. Nous devons au contraire construire un nouveau consensus sur la stratégie énergétique qui engage notre pays sur plusieurs décennies autour de l'objectif de la souveraineté énergétique de la France.

Notre pays doit faire face à un « mur énergétique » dès 2030 au regard des enjeux de réindustrialisation, du renouvellement complet du système électrique à l'horizon 2050, de la poursuite d'exploitation du parc nucléaire existant et de la mise à niveau des réseaux électriques.

La France dispose en effet d'un atout indéniable sur le long-terme : celui de son parc nucléaire qui lui permet de produire près de 80% d'électricité décarbonée. Cet atout est le fruit d'un choix politique historique pour garantir la production d'électricité abondante et compétitive. Le renier mettrait en péril la lutte contre le dérèglement climatique et notre sécurité d'approvisionnement énergétique. La France a ainsi porté des positions fortes au niveau européen pour garantir un principe de neutralité technologique au sein des règlements européens et du futur accord sur le fonctionnement du marché de l'électricité afin de faciliter les investissements dans les énergies décarbonées, renouvelables comme nucléaires. Elle a également formé une Alliance européenne du Nucléaire composée de 15 Etats-membres pour poursuivre le développement et les innovations dans cette technologie et affirmer qu'elle est un moyen indispensable pour lutter contre le dérèglement climatique. Elle est aussi à l'initiative de l'appel à tripler les capacités nucléaires dans le monde d'ici 2050 d'une vingtaine de pays à la COP28 de Dubaï.

Le Gouvernement a ainsi décidé une relance inédite du nucléaire et l'accélération du déploiement des énergies renouvelables. Un certain nombre de mesures ont d'ores et déjà été prises en ce sens, telles que la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (APER) et la loi n° 2023-491 du 22 juin 2023 relative à l'accélération des procédures liées à la construction de nouvelles installations nucléaires à proximité de sites nucléaires existants et au fonctionnement des installations existantes.

S'agissant du nucléaire, cette relance nécessite, tout d'abord, l'amélioration de la performance opérationnelle du parc existant. Le Gouvernement a fixé, en lien avec EDF, un objectif de production de 400 TWh d'électricité nucléaire par an, ce qui correspond à un taux de disponibilité de 75 %.

La relance du nucléaire s'incarne également dans le lancement d'un nouveau programme de réacteurs nucléaires annoncé par le Président de la République. Ce programme repose sur la construction de six réacteurs EPR2 par EDF en vue de mises en service dans la prochaine décennie, ainsi que le lancement d'études en vue de la réalisation d'au moins 13 GW nucléaires supplémentaires, correspondant à 8 EPR2. Ce programme est une nouvelle épopée industrielle pour notre pays qui renoue avec l'esprit de la France des bâtisseurs. Il est un choix de souveraineté alors que la France maîtrise plus de 90% de la chaîne de valeur industrielle nucléaire. Le Gouvernement a entrepris un travail commun avec la filière nucléaire pour répondre aux besoins de

compétences, qui sont estimées à près de 100 000 emplois dans la prochaine décennie. Il a également mis en place la Délégation interministérielle au nouveau nucléaire afin de coordonner et d'optimiser les actions de l'Etat dans le cadre du programme. La loi relative aux procédures nucléaires précitée largement adoptée par le Parlement va permettre de sécuriser le calendrier administratif du programme. Le Gouvernement a également fait le choix fort de détenir 100% du capital d'EDF, qui doit être le bras armé de la politique énergétique de notre pays. Enfin, dans une logique de souveraineté et de sécurité d'approvisionnement, les installations de l'aval du cycle seront renforcées.

Le Gouvernement prépare, en parallèle, une nouvelle régulation de l'électricité nucléaire à compter du 1^{er} janvier 2026 afin que les consommateurs français puissent bénéficier de prix stables, cohérents avec les coûts complets de production de l'électricité en France, tout en donnant à EDF les moyens d'investir pour son avenir. C'est tout le sens de l'accord qui a été annoncé entre le Gouvernement et EDF le 14 novembre 2023, qui doit permettre à notre pays de reprendre le contrôle sur les prix de l'électricité.

La stratégie française repose également sur le développement des énergies renouvelables qui sont désormais rentables et compétitives, grâce au soutien historique de l'Etat. Pour assurer ce développement, fidèle à la neutralité technologique et au pragmatisme qui sous-tend l'ensemble de la stratégie française, la France fait d'abord le choix de l'éolien en mer sur nos quatre façades maritimes avec un objectif de 18 GW de puissance installée d'ici 2035, soit l'équivalent de 6 réacteurs EPR2. C'est une énergie très compétitive dont notre pays est à la pointe de la technologie au niveau mondial, grâce à plusieurs sites de production installés sur notre territoire. L'effort d'accélération portera également sur l'énergie solaire photovoltaïque avec un doublement prévu du rythme annuel de développement de nouvelles capacités pour atteindre plus de 75 GW en 2035 dans le scénario central, en assumant une hypothèse haute sur la base d'un triplement à cet horizon. La loi APER porte d'importantes simplifications qui permettront de privilégier son déploiement sur les zones déjà artificialisées : foncier dégradé, délaissés routiers, ferroviaires ou fluviaux, grandes toitures et parkings. En parallèle, le Gouvernement porte un pacte solaire afin de soutenir la production de panneaux photovoltaïques en France et en Europe, en lien avec l'alliance solaire lancée par la Commission européenne pour soutenir l'industrie européenne en la matière. Enfin, le rythme pour l'éolien terrestre sera maintenu en veillant à une répartition équilibrée des installations sur le territoire, grâce notamment à la planification territoriale mise en place par la loi APER qui vise à faire des élus locaux les partenaires de la transition énergétique, et en investissant dans le renouvellement d'anciens équipements pour les remplacer par de nouveaux plus puissants et efficaces.

Cette production massive d'énergies décarbonées doit s'accompagner d'une baisse de notre consommation d'énergie permettant d'atteindre nos objectifs climatiques. Le Gouvernement s'appuie à ce titre sur les deux leviers que sont la sobriété et l'efficacité énergétiques.

Les Français ont démontré, depuis un an, que la sobriété énergétique, c'est-à-dire la réduction de la consommation qui procède de changements de comportements, était un levier fondamental de notre avenir énergétique. C'est dans cet esprit que le Gouvernement se donne pour objectif de pérenniser les résultats obtenus à la suite du lancement du plan de sobriété à l'automne 2022 : sur douze mois, la France a réduit sa consommation combinée d'électricité et de gaz de 12 %. Grâce à cet effort, la France a réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 8,5 % au dernier trimestre 2022 et de 4,3 % au premier semestre 2023, réalisant ainsi une des meilleures performances des pays du G20.

Cet effort de sobriété, qui n'aurait pas été possible sans l'engagement de tous, Etat, collectivités locales, entreprises et ménages, doit à présent s'inscrire dans la durée pour devenir un élément structurel de notre stratégie climatique. C'est l'ambition affichée par le Gouvernement en continuant à mobiliser les principaux acteurs et en faisant de la sobriété un élément central de la conception des politiques publiques sectorielles.

En parallèle, gagner en efficacité énergétique en investissant massivement dans nos équipements, dans les bâtiments, dans les transports, dans l'industrie, dans l'agriculture est une autre condition nécessaire à la réussite de la transition.

Cela passe par la décarbonation du secteur des bâtiments, qui représentent 18 % des émissions directes de gaz à effet de serre en France en 2021, au travers d'objectifs ambitieux, en particulier sur le secteur du logement qui concentre les deux tiers de ces émissions. L'atteinte de nos objectifs climatiques et énergétiques se fera par une accélération significative de la cadence des rénovations d'ampleur, qui sont le meilleur moyen de sortir les logements de la catégorie des passoires énergétiques (F ou G) qui concentrent près des deux tiers des émissions du secteur. C'est pour cela que le Gouvernement se fixe l'objectif d'augmenter fortement le nombre de rénovations énergétiques d'ampleur dès 2024 et jusqu'en 2030. Ces investissements inédits permettront de financer les aides à la rénovation des logements, de soutenir la sortie des chaudières fossiles vers des modes de chauffage décarbonés, de renforcer l'accompagnement des ménages, en particulier des plus modestes.

Dans les transports, l'électrification de notre parc automobile, cohérente avec nos objectifs européens et avec nos orientations de politique industrielle, sera un levier clé. Ainsi, le déploiement du véhicule électrique, soutenu par un système de bonus-malus et de prime à la conversion rénové en 2024 pour accompagner la transition de l'ensemble des Français, le lancement du leasing à 100 euros pour les Français les plus modestes et un déploiement ambitieux des bornes sur l'ensemble de notre territoire, sera un outil essentiel pour réduire les consommations énergétiques du secteur des transports et atteindre nos objectifs de sortie des fossiles concrétisés par la fin de la vente de véhicules thermiques neufs en 2035.

Ce projet de loi permet de donner un cap clair et lisible à tous les acteurs de la transition énergétique pour la prochaine décennie.

Les grands choix de politique énergétique de ce projet de loi sont issus d'une méthode : celle de la co-construction avec l'ensemble des parties prenantes.

Ainsi, un important travail de concertation est engagé depuis octobre 2021.

Une première concertation publique sur la transition bas-carbone, menée de novembre 2021 à février 2022, a d'abord permis de recueillir plus de 14 000 contributions.

Ensuite, une grande concertation citoyenne intitulée « *Notre avenir énergétique se décide maintenant* », a été conduite d'octobre 2022 à février 2023 sous le contrôle de quatre garants de la Commission nationale du débat public (CNDP). Elle s'est traduite par des événements dans chaque région de France, un événement dédié aux territoires ultra-marins, ainsi qu'une consultation en ligne du grand public qui a permis de recueillir plus de 31 000 contributions. Elle s'est conclue par un exercice inédit au niveau européen, un « Forum des jeunes » qui a réuni, durant quatre jours, 200 jeunes de 18 à 35 ans. Ces derniers ont restitué leurs propositions, le 22 janvier 2023, devant la Première ministre, Elisabeth Borne.

En décembre 2023, comme il s'y était engagé, le Gouvernement a rendu public un rapport de réponse aux conclusions dégagées dans le bilan des garants de la CNDP.

Ces deux concertations ont montré une forte adhésion des Français à la sobriété énergétique, une volonté claire de dépasser l'opposition stérile entre nucléaire et énergies renouvelables, ainsi qu'une attente forte en matière de formation, d'information et de sensibilité aux enjeux de la transition énergétique.

Elles ont également démontré l'exigence que la transition énergétique soit juste et équitable. A cet égard, le Gouvernement défend un principe intangible : la transition écologique et énergétique ne doit pas aggraver les inégalités sociales. La transition, synonyme de grandes transformations de nos modes de vie, est une question éminemment sociale qui ne doit pas être sous-estimée, au risque de remettre en cause l'équilibre de notre République qui repose sur l'exigence de justice sociale. La transition énergétique doit avant tout profiter aux Français, c'est une question d'acceptabilité face aux changements majeurs à venir.

Sept groupes de travail constitués de parlementaires de tous bords politiques, d'élus locaux, d'experts, d'associations professionnelles, de partenaires sociaux et d'associations environnementales ont ensuite travaillé sur la préparation de la stratégie énergie-climat française. Ils ont remis leurs propositions à la Ministre de la Transition Energétique en septembre 2023 dont sont largement inspirées les dispositions de ce projet de loi.

Ainsi, le Chapitre Ier fixe vise à remettre notre pays sur une trajectoire énergétique ambitieuse et cohérente avec nos objectifs climatiques, économiques et sociaux. Il fixe des objectifs ambitieux en matière de production d'énergie pour l'ensemble des vecteurs énergétiques décarbonés, et d'économie d'énergie, issues de la sobriété comme de l'efficacité énergétique, en faisant du « bouclage », c'est-à-dire de l'adéquation de la production d'énergie avec les besoins des Français, la pierre angulaire de notre stratégie énergétique.

Le Chapitre II est consacré au renforcement de la protection des consommateurs d'énergie. Il vise à améliorer le cadre des offres de fourniture d'énergie et des autorisations de fourniture, et à apporter de plus grandes garanties aux consommateurs et garantir une meilleure résilience des fournisseurs, au bénéfice de leurs clients. Il vise à améliorer significativement le fonctionnement des marchés de l'énergie, pour les rendre plus protecteurs des consommateurs et tirer les leçons de la crise que nous avons connue et qui a exposé ménages comme entreprises à des régularisations et des prix très élevés. Il fixe des exigences rehaussées, pour lutter contre un certain nombre de pratiques commerciales agressives et donner davantage de moyens aux autorités chargées de la surveillance des marchés de l'énergie.

CHAPITRE IER – BATIR NOTRE SOUVERAINETE ENERGETIQUE ET FAIRE DE LA FRANCE LE PREMIER GRAND ETAT A SORTIR DES ENERGIES FOSSILES

L'article 1^{er} vise à rehausser les objectifs de réduction de nos émissions de gaz à effet de serre et de nos consommations d'énergie afin, notamment, de les rendre compatibles avec les objectifs introduits au niveau européen par la directive 2023/1791 du parlement européen et du conseil du 13 septembre 2023 relative à l'efficacité énergétique, issue du paquet « *fit for 55* », qui vise à réduire nos émissions nettes de gaz à effet de serre de 55 % en 2030 par rapport à la référence 1990. Ainsi, Il fixe l'objectif de réduire nos émissions de gaz à effet de serre brutes de 50 %. Il vise également à accélérer notre rythme de sortie des énergies fossiles, en prévoyant de baisser de 50 % notre consommation énergétique primaire issue de ces sources à l'horizon 2030, et en fixant un nouvel objectif en 2035, à hauteur de 65 %.

En vue d'atteindre les objectifs susmentionnés et d'assurer la sécurité d'approvisionnement énergétique de la France, il porte au sein du code de l'énergie les nouveaux objectifs de notre programmation énergétique : maintien des capacités nucléaires en visant une reconquête de leur disponibilité à un niveau de 75%, maintien des capacités pilotables en assurant leur transition hors des énergies fossiles, déploiement de la chaleur et du froid bas carbone, et sécurisation de l'approvisionnement électrique par les énergies renouvelables non-pilotables et par la flexibilisation de la demande ainsi que par un effort d'efficacité énergétique porté par le mécanisme des certificats d'énergie. Afin de préparer notre avenir énergétique jusqu'à la neutralité en 2050, il inscrit également la programmation de long terme de la filière nucléaire dans l'ensemble de ses composantes : construction des nouveaux réacteurs du programme EPR2, préparation du palier suivant, sécurisation de l'approvisionnement en combustible et de nos moyens de retraitement et valorisation du combustible usé, dans l'esprit d'une orientation pérenne de convergence vers la fermeture du cycle.

L'article 2 introduit des dispositions spécifiques pour les zones non interconnectées au réseau métropolitain continental, en fixant un objectif de mix électrique entièrement basé sur les énergies renouvelables en 2030, et un objectif d'autonomie énergétique à l'horizon 2050.

CHAPITRE II – MIEUX INFORMER LES CONSOMMATEURS, MIEUX LES PROTÉGER DES PRATIQUES COMMERCIALES AGRESSIVES ET TIRER LES LEÇONS DE LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

Section 1 : Pour une meilleure information des consommateurs et des protections contractuelles renforcées.

L'article 3 vise à améliorer le niveau d'information et de protection des consommateurs résidentiels à toutes les étapes de la relation avec leur fournisseur.

D'abord, il modifie l'article L. 224-1 du code de la consommation pour améliorer la lisibilité par les entreprises des dispositions qui leurs sont applicables à la fois dans le code de la consommation et dans le code de l'énergie.

Lors de la présentation de l'offre de fourniture d'énergie, il fixe une obligation d'information du consommateur sur le montant probable de la facture annuelle qui serait issue de cette proposition contractuelle, et demande des précisions quant à la durée du contrat et l'existence ou non d'une période d'engagement et les conditions de son renouvellement. Il prévoit également qu'un arrêté des ministres chargés de la consommation et de l'énergie, sur proposition de la CRE, fixe un modèle de fiche harmonisé de présentation de ces offres de fourniture d'énergie.

En cours de contrat, il fixe les délais de prévenance et conditions strictes dans lesquels le fournisseur peut modifier les termes du contrat. Il fixe notamment une obligation d'explicitier les raisons pour lesquelles le fournisseur souhaite apporter des modifications, et ce avec un délai de prévenance d'un mois minimum. Dans le but de mieux protéger le consommateur en cours de contrat, il interdit toute modification des modalités de détermination du prix de la fourniture pendant la première année de contrat.

A l'approche du renouvellement ou en cas de modifications des modalités de détermination du prix, il renforce le niveau d'information du consommateur, qui doit être prévenu trois mois à l'avance de toute intention de modification des termes du contrat par le fournisseur, puis à nouveau, un mois à l'avance, de la proposition concrète de modifications, dûment justifiée et accompagnée d'une présentation de leur impact, notamment sur le montant des factures et le cas échéant des mensualités.

L'ensemble de ces modalités d'informations seront précisées par arrêté des ministres chargés de la consommation et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie (CRE).

Enfin, pour tirer les leçons des pratiques de régularisation excessives observées durant la crise, il prévoit une obligation pour le fournisseur de proposer sans délai une révision de l'échéancier de paiement, qui entre en application sauf objection du consommateur dans un délai de deux mois, lorsque les données de consommation ou les prix montrent qu'une évolution de la facture est prévisible et d'une ampleur supérieure à des seuils fixés par des ministres chargés de la consommation et de l'énergie, de sorte que la mensualité soit à tout moment adaptée à l'anticipation de facture globale du fournisseur.

L'article 4 prévoit de donner à tous les consommateurs un accès facile au prix de leur consommation à tout moment, s'agissant de l'électricité comme du gaz, pour lui permettre de faire ses choix de consommations en connaissance de cause, et de gagner en pouvoir d'achat tout en limitant nos émissions de gaz à effet de serre.

Section 2 : Pour des prix sous contrôle

L'article 5 vise à étendre le tarif réglementé de vente d'électricité (TRVe) à l'ensemble des consommateurs professionnels qui emploient moins de dix personnes et dont le chiffre d'affaire, les recettes ou le total de bilan annuel n'excèdent pas 2 millions d'euros, dans la limite d'une puissance demandée de 250 kVA. Il permet ainsi à ces entreprises, collectivités locales, associations ou syndicats de copropriété assimilables à une très petite entreprise de bénéficier du TRV.

Section 3 : Pour un marché mieux surveillé

L'article 6 vise à renforcer le pouvoir d'appréciation de l'autorité administrative dans l'octroi des autorisations de fournitures en gaz comme en électricité.

Sur la base du retour d'expériences des deux dernières années, il permet à l'autorité chargée de la délivrance des autorisations de prévoir des prescriptions spécifiques ou limitations de l'activité en fonction du projet ou des capacités du demandeur. Il permettra notamment de délivrer des autorisations sous conditions, ou limitées dans le temps et l'espace, aux demandeurs dont le dossier justifie la délivrance d'une autorisation mais nécessite, aux yeux de l'autorité administrative, la mise en œuvre de mesures de prudence ou autres dispositions particulières.

Enfin, il tire les conséquences de ces dispositions nouvelles au sein de la procédure d'autorisation de fourniture au sein des procédures de sanctions.

L'article 7 vise à enrichir l'arsenal à disposition de l'autorité administrative pour assurer le bon fonctionnement des marchés de l'énergie et protéger les consommateurs, en créant de nouveaux pouvoirs de sanction à sa disposition dans une logique de renforcement de la réponse graduée de l'autorité de contrôle. L'autorité administrative se voit ainsi confiée des pouvoirs d'astreinte financière ou d'interdiction de signer de nouveaux contrats, en complément de sa capacité existante de mise en demeure et de suspension d'autorisation de fourniture. En cohérence avec le renforcement de ses pouvoirs de sanctions, l'autorité administrative bénéficiera, dans le strict exercice de ses missions, d'un accès aux informations de la CRE.

L'article 8 vise à renforcer l'autorité indépendante de contrôle des marchés de l'énergie en lui conférant une plus grande réactivité dans le processus de sanction afin d'apporter aux consommateurs une protection accrue dans la durée.

Cet article vise tout d'abord à clarifier la répartition des compétences entre le collège de la Commission de régulation de l'énergie (CRE) et son Comité de règlement des différends et des sanctions (CoRDIS). D'une part, il élargit les pouvoirs de sanction du CoRDIS aux cas d'obstruction de toute nature (absence de réponse à une demande d'information, refus de venir à une audition, bris de scellé, etc.) au stade de la surveillance comme de l'enquête, ainsi qu'aux situations de manipulation de prix par un acteur de marché en lien avec les mécanismes d'équilibrage visés aux articles L. 321-10 et suivants. D'autre part, il renvoie les pouvoirs de poursuite et d'enquête, historiquement positionnés au niveau du CoRDIS, au collège de la CRE, qui pourra s'appuyer sur l'ensemble des ressources de ses services pour les mettre en œuvre.

Le collège de la CRE pourra ainsi être saisi d'une demande de sanction et sera en mesure de proposer une composition administrative à la personne mise en cause, sur le modèle de ce qui existe s'agissant de l'Autorité des marchés financiers. Si le collège ne peut arrêter un accord avec la personne mise en cause dans un délai de quatre mois, accord qui serait en tout état de cause homologué par le CoRDIS, la procédure de sanction se poursuit et l'article prévoit l'ensemble des mesures de notification et d'information afférentes entre le collège et le CoRDIS.

Enfin, il impose aux acteurs de marché une obligation d'information de la CRE quant aux transactions qu'ils ont conclues et aux ordres qu'ils ont passés sur les marchés de gros, sur le modèle des obligations d'information de l'AMF s'agissant des marchés financiers, permettant de rétablir une symétrie d'information à ce niveau entre les acteurs de marché et le régulateur.